

## Le Burundi au centre d'un agenda diplomatique chargé

PANA, 05 septembre 2018 Bujumbura, Burundi - Les membres de la Commission d'enquête des Nations Unies devaient présenter mercredi à Genève, le rapport général sur la situation des droits de l'homme au Burundi, pendant Bujumbura se poursuivaient les tractations entre les acteurs politiques locaux et Michel Kafando, l'Envoyé spécial du Secrétaire des Nations Unies, sur les voies et moyens de résoudre la crise politique persistante depuis les élections controversées de 2015, a-t-on appris de diverses sources concordantes dans la capitale burundaise.

Le bureau local des Nations Unies annonçait au même moment l'annulation d'une conférence de presse que devait animer M. Kafando au terme de sa nouvelle mission dans le pays, sans plus d'explications. Au dernier rapport de l'ancien président de la transition au Burkina Faso devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, la situation du Burundi s'améliore, ce qui n'a pas manqué de braquer l'opposition convaincue qu'il y a toujours matière à s'inquiéter notamment au niveau de la sécurité, des réfugiés, des droits humains, des prisonniers politiques, des relations diplomatiques ou encore de l'économie nationale jugée "dramatique" à cause d'une crise de plus de quatre ans. Un «gouvernement de transition» figure parmi les propositions d'une solution durable que préconise l'Envoyé spécial des Nations Unies au Burundi, ce qui n'a pas rencontré l'agrément de la mouvance présidentielle, à en croire les rares informations qui filtraient, mercredi, de la presse proche du pouvoir à Bujumbura. La commission d'enquête des Nations Unies sur les droits de l'homme au Burundi, quant à elle, éprouve des difficultés de se faire légitimer par les autorités burundaises, l'accusant de produire des rapports «politiquement motivés» et à distance, faute de visa d'entrée dans le pays. Des commissaires de Benjamin William Muka, le Facilitateur tanzanien de la Communauté d'Afrique de l'Est, crise burundaise, quant à eux, doivent rencontrer, jeudi, les leaders burundais de l'opposition en exil à Bruxelles, la capitale belge, a rapporté, mercredi, à Isanganiro (Carrefour, en langue nationale le Kirundi), citant un dialogue entre eux. Pour Léonard Nyangoma, l'un des ténors de l'opposition en exil, cité par Isanganiro, un dialogue sincère et inclusif s'impose au pouvoir burundais pour sortir le pays de l'ornière, faute de quoi, la situation peut prendre une tournure imprévisible et encore plus dangereuse à la fois pour le Burundi et la sous-région. Les mêmes commissaires du Facilitateur venaient de séjourner au Burundi pour des discussions avec les acteurs politiques vivant à l'intérieur du pays dans le cadre des préparatifs du «cinquième et dernier round» du dialogue inter-burundais, dans l'une des capitales de la sous-région. Le gouvernement burundais et sa mouvance maintiennent toutefois qu'il n'est pas question de discuter avec les partenaires politiques ayant trempé, de près ou de loin, dans le mouvement insurrectionnel contre le troisième mandat présidentiel de 2015 et la tentative de putsch militaire manquée qui a suivi. Par ailleurs, plusieurs questions litigieuses ont trouvé des réponses, aux yeux du pouvoir burundais, notamment le récent amendement, par voie référendaire, de la Constitution de 2005 qui avait posé problème dans l'interprétation du nombre de mandats présidentiels autorisés par la loi. Le gouvernement a encore pris les devants, le mois dernier, en organisant une rencontre d'acteurs politiques de l'intérieur du pays pour se convenir d'une "feuille de route" vers les prochaines élections générales de 2020. Le chef d'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a d'ailleurs annoncé qu'il ne se portera pas candidat aux prochaines élections, devrait normalement décompresser l'atmosphère et dissiper la méfiance entre les acteurs politiques burundais, de l'avis des analystes à Bujumbura. On attribue généralement l'origine de la crise à la volonté du président sortant de se porter candidat aux dernières élections générales de 2015, en violation de la Constitution et de l'accord d'août 2000, signé en Tanzanie, ayant mis fin à la guerre civile de l'époque au Burundi, soutient l'opposition. Le président burundais s'achemine néanmoins vers la fin de son troisième quinquennat, depuis 2005, malgré les fortes pressions intérieures de la communauté internationale dont le gel de la coopération financière et technique avec Bujumbura. Les prochaines élections de 2020 seront organisées avec des contributions citoyennes, prévoit le pouvoir burundais dans sa stratégie de contourner la communauté internationale.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});